

# OPPORTUNITÉS INEXPLOITÉES

La finance climat pour la transformation  
des systèmes alimentaires

ALLIANCE MONDIALE POUR L'AVENIR DE L'ALIMENTATION

2022



#### AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Ce document a été commandé à Climate Focus par l'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation, en vue d'être utilisé par les membres et partenaires de l'Alliance mondiale afin de stimuler la réflexion sur les enjeux critiques liés à la transformation des systèmes alimentaires et au changement climatique, et d'aider à guider l'action collective. L'Alliance mondiale a choisi de le mettre à la disposition de la communauté au sens large afin de contribuer au débat sur la réforme des systèmes alimentaires durables. Il constitue le travail d'auteurs et autrices indépendants ; les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de l'Alliance mondiale et de ses membres.

Copyright © 2022 Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation Cette œuvre est protégée par une licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International

Les calculs de conversion des devises ont été effectués en septembre 2022.

Suggestion pour le référencement : Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation. *Opportunités inexploitées : la finance climat pour la transformation des systèmes alimentaires*. Nom de l'éditeur : Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation, 2022.

Commandé par l'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation.

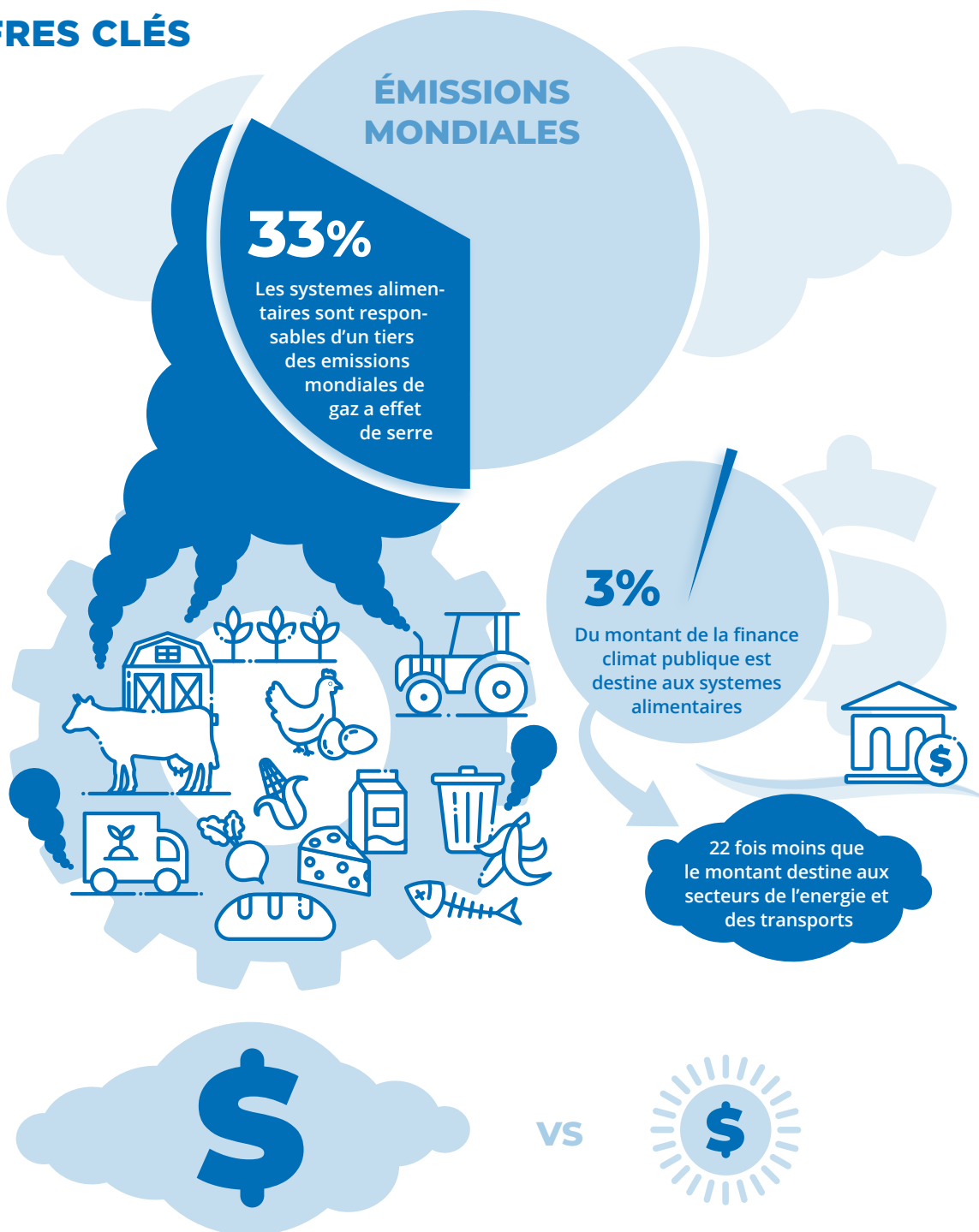
---

# TABLE DES MATIÈRES

<b>CHIFFRES CLÉS</b>	2
<b>MESSAGES CLÉS</b>	3
<b>INTRODUCTION</b>	5
<b>LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES EST SOUS-FINANCÉE ET NÉGLIGÉE</b>	8
<b>SOUTIEN DU GOUVERNEMENT ET FINANCEMENT PUBLIC POUR LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES</b>	13
<b>ALIGNER LE FINANCEMENT DES MESURES RELATIVES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET LES OBJECTIFS CLIMATIQUES</b>	17
<b>10 RECOMMANDATIONS POUR ORIENTER LA FINANCE CLIMAT VERS LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES</b>	21
<b>ANNEXES</b>	24
<b>NOTES DE FIN D'OUVRAGE</b>	28
<b>REMERCIEMENTS</b>	30
<b>À PROPOS DE L'ALLIANCE MONDIALE</b>	31



## CHIFFRES CLÉS



### 528 MILLIARDS USD

De fonds publics dépenses pour des pratiques agricoles qui peuvent avoir des effets néfastes sur l'environnement et le climat.

### 300 À 350 MILLIARDS USD

Sont nécessaires pour mettre en œuvre des actions visant à transformer les systèmes alimentaires.

#### Sources :

1. Francesco N. Tubiello, et al., *Environ. Res. Lett.* 16 065007 (2021).
2. Climate Policy Initiative, *Global Landscape of Climate Finance 2021*, et analyse Climate Focus des statistiques de l'OCDE sur le développement lié au climat (2021). Voir les statistiques du financement du développement extérieur du CAD de l'OCDE, disponibles ici : <https://bit.ly/3ljzDjl>.
3. FOLU, *Growing Better: Ten Critical Transitions to Transform Food and Land Use*, 2019. Disponible ici : <https://bit.ly/2knlHhQ>.
4. Analyse propre basée sur OCDE, « Suivi et évaluation des politiques agricoles 2022 », (2022). Disponible ici : [https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2022\\_7f4542bf-en](https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2022_7f4542bf-en).

---

## MESSAGES CLÉS

- **Les systèmes alimentaires ne reçoivent que 3 % du financement public pour le climat, alors qu'ils sont responsables d'un tiers des émissions planétaires.**<sup>i</sup> Si la communauté mondiale veut atteindre l'objectif de 1,5 °C (2,7 °F) fixé par l'Accord de Paris, la finance climat doit soutenir la transformation des systèmes alimentaires. Il s'agit d'une question urgente : même si nous stoppons immédiatement toutes les émissions non liées aux systèmes alimentaires, les émissions des systèmes alimentaires à l'échelle planétaire dépasseraient probablement à elles seules la limite d'émissions requise pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C (2,7 °F) au cours des 40 prochaines années.
- **Investir dans la transformation des systèmes alimentaires est un moyen efficace et rentable pour la communauté de la finance climat de réaliser d'énormes réductions d'émissions.** On estime que 300 à 350 milliards USD sont nécessaires chaque année et ce, jusqu'en 2030, pour soutenir la transition vers des systèmes alimentaires durables et résistants au climat. Au cours des cinq dernières années, seuls 9,3 milliards de dollars par an de financement public du climat ont été consacrés à des mesures relatives aux systèmes alimentaires, soit une infime partie des 321 milliards destinés à l'atténuation du changement climatique.<sup>iii</sup>
- **70 % des contributions déterminées au niveau national (CDN) actuelles ne donnent pas suffisamment de détails sur les besoins en matière de financement de l'action climatique dans les systèmes alimentaires** (comme le révèle un examen des CDN pour ce document). Ce qui a pour effet d'entraver la mobilisation de la finance climat. Pour attirer la finance climat internationale, les pays doivent inclure les besoins de financement en matière de systèmes alimentaires dans leurs CDN.
- **Au-delà des CDN, les pays doivent s'assurer que leurs politiques alimentaires et agricoles nationales sont cohérentes avec les objectifs climatiques.** La plupart des financements publics destinés à la production agricole ne tiennent pas compte de ses impacts environnementaux. En effet, 86,4 % des 611 milliards USD dépensés chaque année ont des effets potentiellement destructeurs sur le climat, la biodiversité, la santé et la résilience des systèmes alimentaires. La somme totale des financements publics ayant des effets néfastes est 57 fois supérieure à celle des financements climatiques destinés aux systèmes alimentaires au cours de la même période.<sup>iv</sup>

---

i Analyse par Climate Focus des statistiques de développement liées au climat de l'OCDE. Voir OCDE, Climate Change: OECD DAC External Development Finance Statistics, (n.d.). Disponible ici : <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/climate-change.htm>.

ii Ce montant comprend 9 milliards USD provenant principalement des membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE et des banques multilatérales, ainsi que 329,6 millions USD provenant des fonds climatiques internationaux.

iii Le total des financements publics pour le climat était de 321 milliards de dollars par an en 2019-2020, selon Climate Policy Initiative, Global Landscape of Climate Finance 2021, (2021). Disponible ici : <https://www.climatepolicyinitiative.org/publication/global-landscape-of-climate-finance-2021/>.

iv Calculs internes basés sur le montant de la finance climat publique destinée aux systèmes alimentaires et sur le total du soutien financier destiné à la production agricole et ayant des effets néfastes.

- **Selon notre analyse des CDN des pays en développement, les priorités des systèmes alimentaires sont généralement sous-estimées et sous-financées. Les pays en développement** indiquent des besoins de financement atteignant 14 milliards USD par an pour mettre en œuvre les actions relatives aux systèmes alimentaires ; à titre de comparaison, ils estiment les besoins de financement à 64 milliards USD pour les mesures relatives à l'énergie et aux transports. Les pays en développement devraient inclure des priorités et des besoins de financement plus détaillés en matière de systèmes alimentaires dans leurs CDN afin de mobiliser la finance climat.
- **De leur côté, les pays développés doivent augmenter de manière significative le montant de la finance climat alloué aux actions relatives aux systèmes alimentaires dans les pays en développement.** La finance climat publique accordée aux systèmes alimentaires a quadruplé au cours des cinq dernières années, passant de 1,7 milliard USD par an en 2016 à 9,3 milliards USD par an en 2020. Des efforts pour maintenir cette tendance seront nécessaires pour que les objectifs de l'Accord de Paris puissent être atteints.

## INTRODUCTION

**Les systèmes alimentaires mondiaux sont un facteur important du changement climatique.** La façon dont nous produisons, transformons, emballons, expédions, achetons, mangeons et gaspillons les aliments représente un tiers des émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) dans le monde, soit 16 gigatonnes d'équivalents de dioxyde de carbone (Gt eq CO<sub>2</sub>) par an. Dans le même temps, le changement climatique affecte déjà la sécurité alimentaire en raison de la hausse des températures, de la modification du régime des précipitations et de la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes. Il est urgent de transformer nos systèmes alimentaires pour les rendre plus résistants au changement climatique et réduire les émissions de gaz à effet de serre qui y sont associées. (Voir encadré 1).

Des solutions pour réduire les impacts climatiques des systèmes alimentaires existent déjà et nécessitent un soutien accru de la part de la communauté financière mondiale. Il est urgent d'accroître le financement des systèmes alimentaires. Même si nous arrêtons immédiatement toutes les émissions (non liées aux systèmes alimentaires), les émissions des systèmes alimentaires à l'échelle mondiale dépasseraient probablement à elles seules la limite requise pour maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 1,5 °C (2,7 °F) au cours des 40 prochaines années.

**Les conclusions du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) réitèrent le rôle important que jouent nos systèmes alimentaires dans la réduction des émissions de GES et l'adaptation au changement climatique.** Le rapport du GIEC souligne la nécessité de passer à une production et une consommation alimentaires durables pour soutenir l'action en faveur du climat et met en évidence les avantages considérables d'une telle évolution sur le plan écologique, sanitaire, économique, social et culturel.

**La transition vers des systèmes alimentaires plus durables grâce à des mesures portant sur l'offre et la demande pourrait réduire les émissions mondiales de GES d'au moins 10,3 Gt eq CO<sub>2</sub> par an d'ici 2050.** Cela équivaut à 20 % des réductions d'émissions nécessaires pour atteindre l'objectif de 1,5 °C (2,7 °F) fixé par l'Accord de Paris. Voici, par exemple, l'impact que des mesures ciblées pourraient avoir sur la réduction des émissions d'ici à 2050 :

### 8,5 Gt eq CO<sub>2</sub>

#### POTENTIEL D'ATTÉNUATION ANNUEL DES MESURES LIÉES À L'OFFRE, COMME :

- Freiner le changement d'affectation des sols et la conversion des écosystèmes
- Diminuer les émissions agricoles
- Renforcer les puits de carbone

### 1,8 Gt eq CO<sub>2</sub>

#### POTENTIEL ANNUEL D'ATTÉNUATION DES MESURES LIÉES À LA DEMANDE, COMME :

- Réduire le gaspillage alimentaire
- Changer de régime alimentaire

La mise en œuvre de ces mesures nécessitera des cadres politiques clairs qui aiguillent les financements vers des activités conformes aux objectifs climatiques nationaux et internationaux.

**Les contributions déterminées au niveau national (CDN) représentent un mécanisme important pour orienter les financements et les investissements vers des activités conformes aux objectifs climatiques.**

Ces plans d'action nationaux pour le climat décrivent les ambitions d'un pays en matière d'atténuation du changement climatique et sont essentiels pour orienter la finance climat internationale vers les actions prioritaires identifiées par le gouvernement du pays. Ils ont par conséquent un rôle essentiel à jouer dans l'aiguillage des financements vers des activités qui soutiennent la transformation des systèmes alimentaires.

Les politiques financières, réglementaires et fiscales, telles que les subventions, les droits de douane et les taxes, sont quelques-uns des outils dont disposent les responsables politiques pour orienter la façon dont les financements publics et privés sont utilisés dans les systèmes alimentaires. Lorsque ces outils sont conçus de façon à rendre compte du lien entre climat et alimentation, ils sont susceptibles de générer des flux financiers plus importants vers des activités qui réduisent la vulnérabilité climatique et les émissions de gaz à effet de serre produites par les systèmes alimentaires.

**Ce document souligne la nécessité d'accroître la finance climat et d'aligner les flux financiers publics destinés aux systèmes alimentaires sur les objectifs de l'Accord de Paris.** Il s'agit notamment d'aiguiller le financement public du climat vers les systèmes alimentaires afin de soutenir les politiques, les programmes et les projets qui permettent d'atteindre les objectifs climatiques et les autres objectifs de développement durable. Le document formule des recommandations à l'intention des responsables politiques, des Parties signataires de l'Accord de Paris et des organismes publics bailleurs de fonds pour le climat sur la manière de réorienter les financements et d'accroître le financement de la transformation des systèmes alimentaires. La présidence de la Conférence des Parties (COP) 27 en Égypte est axée sur l'adaptation, l'agriculture, l'alimentation, la nutrition et les finances. Il est grand temps de mettre le financement des systèmes alimentaires durables au premier plan de l'agenda international sur le climat.



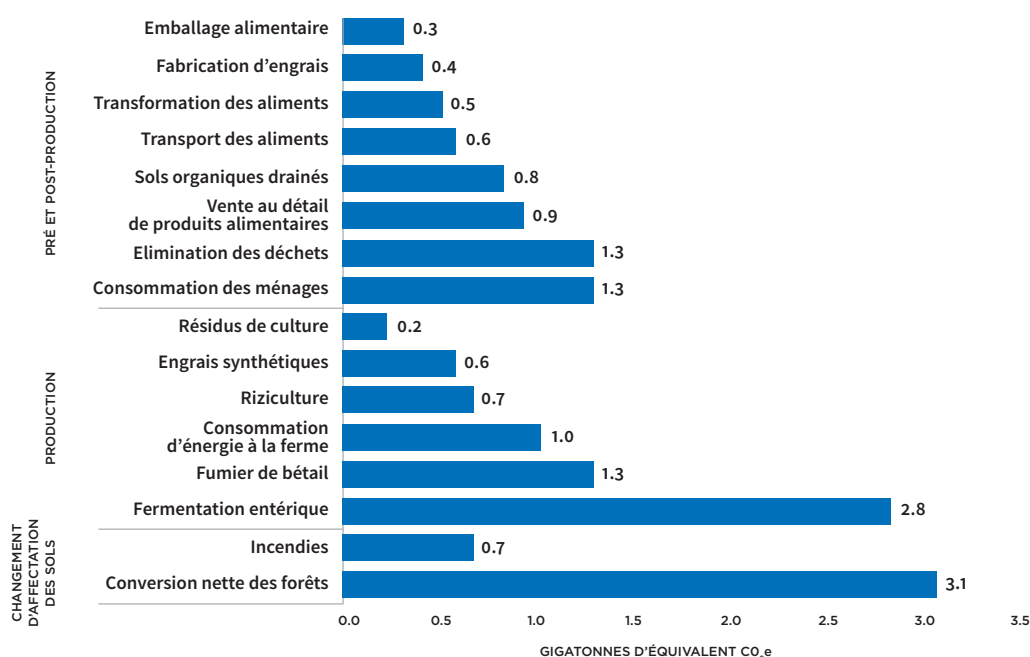
## ENCADRÉ 1 : POURQUOI LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES INDUSTRIELS NOUS DESSERVENT

Nos systèmes alimentaires actuels ont entraîné de graves problèmes environnementaux, sociaux, sanitaires et économiques. L'accent mis sur les rendements élevés, l'utilisation intensive de produits chimiques dans l'agri-culture, la concentration de la production animale et les pratiques d'extraction des terres et de l'eau nuisent à la santé des écosystèmes, menacent et détruisent la biodiversité et entraînent des émissions de gaz à effet de serre (GES) (voir figure 1). L'adoption de la monoculture comme mode de production alimentaire a considérablement érodé les sols de la planète et entravé la capacité de la nature à se régénérer. La perte de biodiversité due à la déforestation et à la destruction des écosystèmes naturels a également augmenté le risque de transmission de maladies des animaux aux humains.

En outre, les chaînes de valeur mondiales déréglementées et consolidées créent des inégalités dans l'accès à la nourriture et exploitent la main-d'œuvre, sapant ainsi les droits humains fondamentaux. Les pertes de production alimentaire et d'accès à la nourriture, aggravées par la diminution de la diversité alimentaire, ont accru la malnutrition dans de nombreuses communautés. Des millions de personnes en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie sont menacées par la famine. En outre, la production à grande échelle de quelques produits alimentaires commerciaux a conduit à l'accaparement de terres – en particulier dans les régions tropicales – avec des impacts négatifs importants sur les moyens de subsistance, les cultures et les droits coutumiers des communautés locales.

Pour ne rien arranger, nous perdons et gaspillons 40 % de toute la nourriture que nous produisons. Les pertes alimentaires mondiales représentent plus de 10 % de la consommation d'énergie dans le monde, tandis que les systèmes alimentaires dans leur ensemble représentent environ 30 % de la consommation d'énergie planétaire. Même si des changements technologiques importants sont introduits dans les pratiques de production et de stockage des aliments, les gains d'efficacité ne seront pas suffisants pour réduire de manière significative les émissions des systèmes alimentaires sans autres interventions d'atténuation et d'adaptation.

**FIGURE 1. LES ÉMISSIONS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES REPRÉSENTENT 33 % DES ÉMISSIONS MONDIALES**

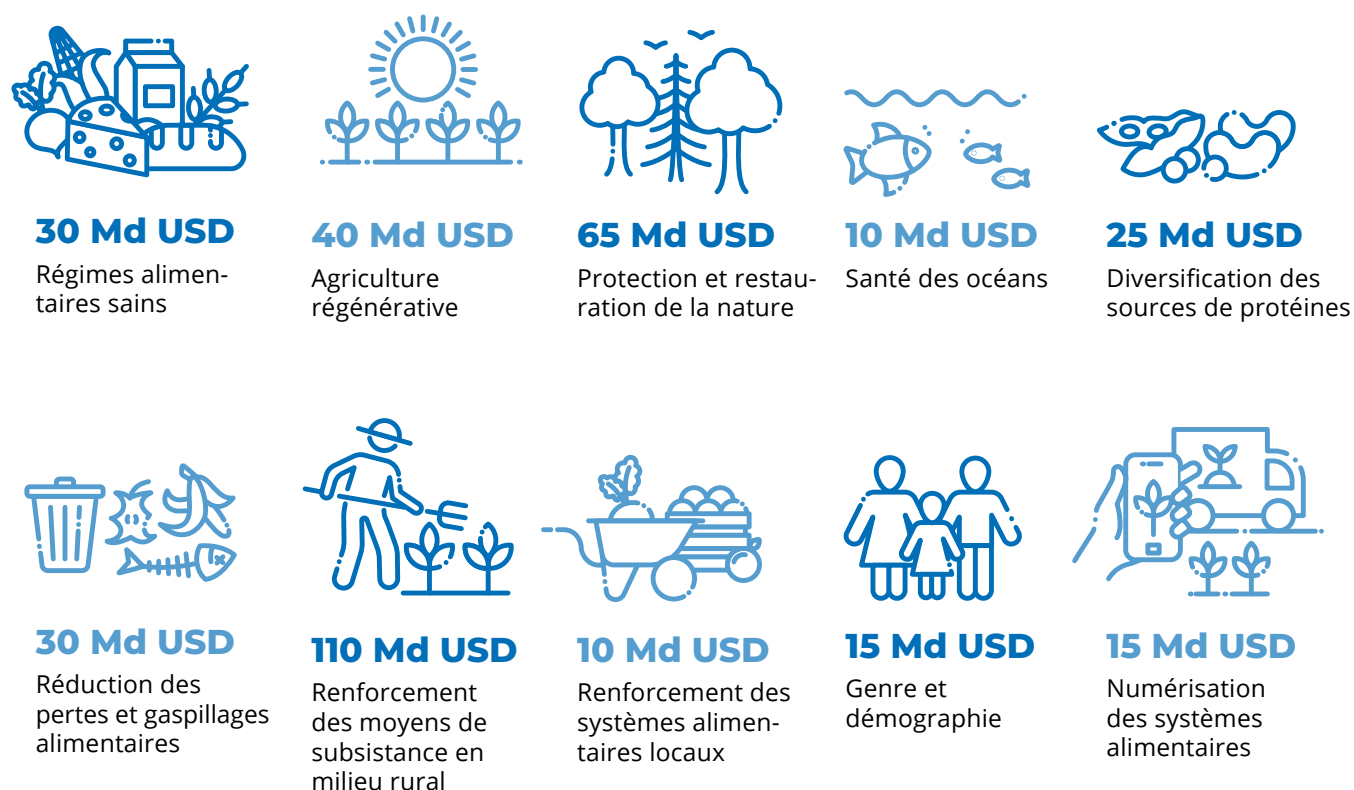


Source : Francesco N. Tubiello, et al., Environ. Res. Lett. 16 0650 (2021).

# LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES EST SOUS-FINANCÉE ET NÉGLIGÉE

D'après la Food and Land Use Coalition, nous avons besoin de 300 à 350 milliards USD par an pour mettre en œuvre les actions nécessaires à la transformation de nos systèmes alimentaires (voir figure 2). Ces investissements peuvent être faits : même l'estimation la plus haute correspond à moins de 0,5 % du produit intérieur brut mondial en 2020. Des financements sont nécessaires pour protéger et restaurer la nature, adopter des pratiques agricoles régénératives, passer à des régimes alimentaires plus sains, diversifier les sources de protéines, réduire les pertes et les déchets alimentaires, et renforcer les moyens de subsistance des populations rurales et les systèmes alimentaires locaux, entre autres. Toutes ces mesures présentent de grands avantages en matière d'atténuation et peuvent contribuer à renforcer la résilience climatique. Sans finance climat dédiée aux actions relatives aux systèmes alimentaires, nous ne serons pas en mesure d'atteindre l'objectif de 1,5 °C (2,7 °F) de l'Accord de Paris ou de renforcer la résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique.

**FIGURE 2. BESOINS ANNUELS DE FINANCEMENT POUR LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRE**



Source : Food and Land Use Coalition, *Growing Better: Ten Critical Transitions to Transform Food and Land Use*, 2019. Disponible ici : <https://www.foodandlandusecoalition.org/wp-content/uploads/2019/09/FOLU-GrowingBetter-GlobalReport.pdf>.

**Investir dans cette transition génère une multitude d'avantages.** En plus de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'améliorer la résilience climatique, les investissements dans les systèmes alimentaires permettent d'enrayer la perte de biodiversité, de réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté, et d'accroître l'accès à une alimentation suffisante et nutritive pour tous.

Les gains économiques d'une telle transition sont estimés à 5 700 milliards USD par an d'ici 2030, et à 10 500 milliards par an d'ici 2050. Les retombées sociales comprennent la création de nouveaux emplois et marchés dans les domaines de la production, du transport et de la consommation de denrées alimentaires durables, dont la valeur est estimée à 4 500 milliards USD d'ici à 2030.

**Pour répondre à ces besoins de financement, il faudra réorienter les flux financiers existants et en trouver de nouveaux.** La plupart des financements actuellement accordés à l'agriculture compromettent les objectifs climatiques et perpétuent des pratiques destructrices qui affaiblissent la durabilité de la production et de la distribution alimentaires (voir encadré 1). Et cela vaut tant pour les financements publics que privés. Pour faire évoluer les structures d'incitation en vue de mettre en place des systèmes alimentaires durables, il est impératif de faire preuve de volonté politique et de concevoir soigneusement les politiques à mettre en place afin de garantir une transition équitable et juste.

**Les gouvernements utilisent une série d'instruments pour aiguiller les financements vers les systèmes alimentaires qui ont un impact sur ce qui est produit, où et en quelle quantité.** Il s'agit en général d'instruments de politique fiscale, d'outils de financement public, de réglementations financières et de politiques non contraignantes. Les gouvernements, par exemple, orientent les dépenses budgétaires vers les lignes de crédit et les subventions, et perçoivent des recettes par le biais d'impôts, de taxes et de prélèvements dans le secteur alimentaire ; ou encore, ils canalisent le financement public par le biais de subventions, de dettes, de fonds propres, de garanties et d'assurances, tant au niveau national qu'international. Ils utilisent également les réglementations pour orienter le système financier et les institutions financières qui le composent, notamment les réglementations qui affectent l'offre monétaire et influencent la manière dont les acteurs étatiques et non étatiques répartissent leurs investissements.

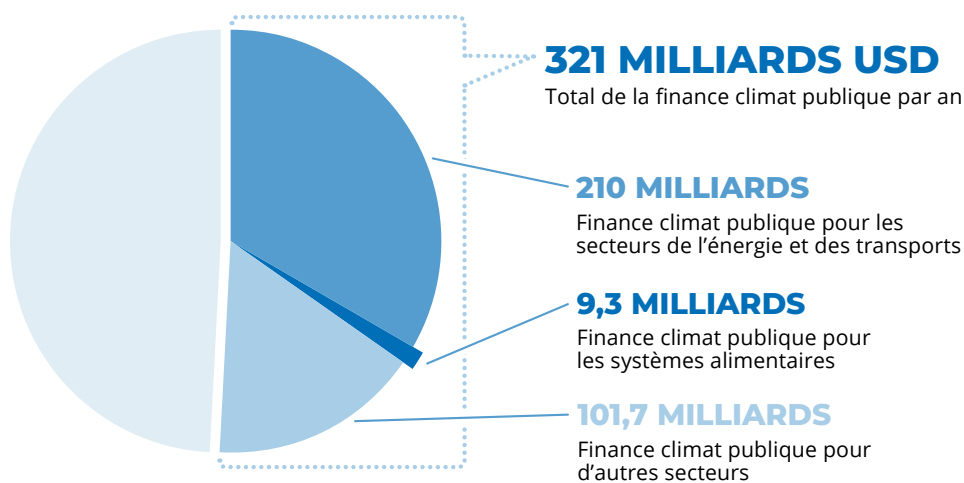
**Les financements publics soutenant l'agriculture et la production alimentaire ont considérablement façonné nos systèmes alimentaires actuels.** Historiquement, ils ont été la principale source de financement des systèmes alimentaires dans les différents pays, influençant et déterminant le choix des cultures et du bétail à produire, ainsi que la manière et le lieu où ils sont implantés. Le financement peut soutenir directement les producteurs et les productrices par le biais de subventions et d'incitations à la hausse des prix ou cibler le secteur au sens large afin de créer un environnement favorable à la production et à la commercialisation de produits alimentaires. De même, un manque de financement peut renforcer la répartition inégale de la valeur dans les systèmes alimentaires en concentrant le pouvoir du marché entre les mains d'une poignée d'entreprises

v Par rapport au scénario de référence « tendances actuelles », qui est basé sur les tendances historiques. Voir FOLU, *Growing Better Report*, (2019). Disponible ici : <https://www.foodandlandusecoalition.org/wp-content/uploads/2019/09/FOLU-GrowingBetter-GlobalReport.pdf>.

et d'investisseurs et investisseuses internationaux. Cela peut entraver les possibilités de production et de commerce offertes aux communautés rurales. À son tour, le manque d'investissements en faveur des producteurs et productrices ruraux perpétue la pauvreté et limite la capacité des agriculteurs et agricultrices à adopter des pratiques plus durables.

**Malgré une augmentation rapide, le financement des systèmes alimentaires reste faible par rapport aux besoins.** L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) effectue un suivi du financement du développement provenant de sources publiques multilatérales et bilatérales et alloué à des activités ayant un objectif lié au climat. Leurs données révèlent que la finance climat publique accordée aux systèmes alimentaires a quadruplé au cours des cinq dernières années.<sup>vi</sup> Sur la période 2000–2015, les systèmes alimentaires ont reçu 1,7 milliard USD par an. Ce montant est passé à 9 milliards par an au cours de la période 2016–2020 (voir figure 3).<sup>vii</sup> Les membres du Comité d'aide au développement ont fourni la plupart

**FIGURE 3. EN MOYENNE, LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES N'ONT REÇU QUE 3 % DU TOTAL DES FINANCEMENTS CLIMATIQUES PUBLICS PAR AN AU COURS DE LA PÉRIODE 2016–2020**



**TOTAL DE LA FINANCE CLIMAT PAR AN 632 MILLIARDS USD** (secteurs public, privé et autres)

Sources:

1. Climate Policy Initiative. (2021). Global Landscape of Climate Finance 2021. Consulté le 21 septembre 2022 à l'adresse : <https://www.climatepolicyinitiative.org/publication/global-landscape-of-climate-finance-2021>.
2. Analyse par Climate Focus des statistiques de l'OCDE sur le développement lié au climat. Voir OCDE (n.d.). Changement climatique : Statistiques du CAD de l'OCDE sur le financement du développement extérieur. Consulté le 21 septembre 2022 à l'adresse : <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/climate-change.htm>.

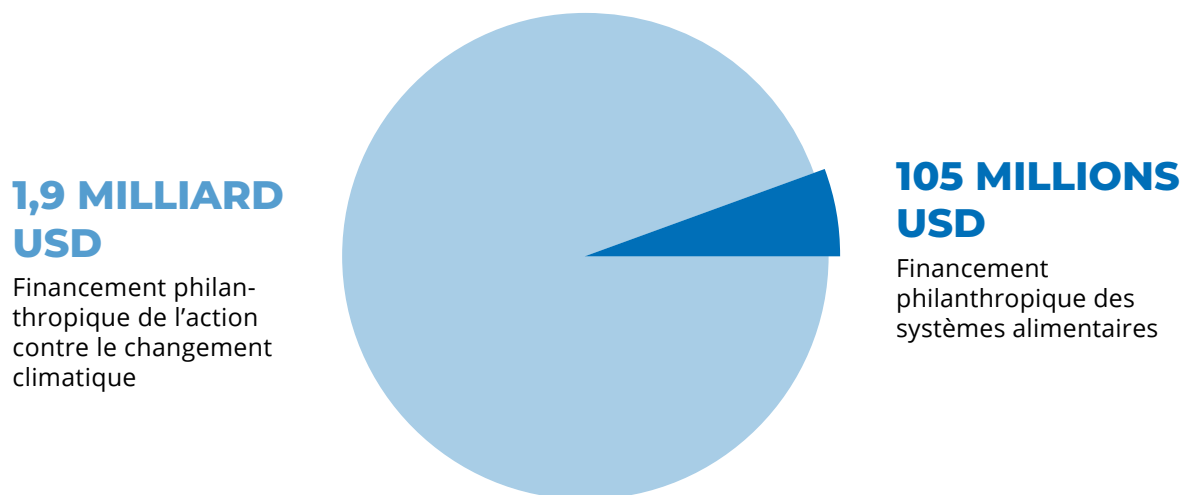
vi Les sources suivies par l'OCDE comprennent les pays membres du CAD, les pays qui ne font pas partie du CAD, les banques multilatérales de développement (BMD), les autres organismes multilatéraux et les organismes donateurs privés. Pour calculer le financement public total, nous avons exclu les organismes donateurs privés.

vii Dans cette analyse prudente, le total du financement public sur la période 2000–2015 (inclus) s'élève à 28,2 milliards USD. Ce total a été divisé par 16 pour obtenir une moyenne annuelle de 1,7 milliard USD ; le financement total sur les années 2016–2020 (inclus) s'élève à 45 milliards USD. Ce total a été divisé par 5 pour obtenir une moyenne annuelle de 9 milliards de dollars.

de ces fonds – jusqu'à 75 % –, suivis par les banques multilatérales de développement, qui ont fourni ensemble la majeure partie du volume de financement restant.<sup>viii</sup> Les fonds multilatéraux pour le climat (voir encadré 2) orientent également des financements vers des activités liées aux systèmes alimentaires. De 2003 à 2015, ces fonds ont canalisé 57,4 millions de dollars par an de la finance climat vers des activités liées aux systèmes alimentaires, ce volume augmentant à 329,6 millions de dollars par an au cours de la période 2016-2021, ce qui porte le financement public annuel total à 9,3 milliards au cours de cette période.<sup>ix</sup>

**Le financement philanthropique de la transformation des systèmes alimentaires, bien que croissant, reste très faible par rapport au financement philanthropique total de l'action contre le changement climatique.** Le financement philanthropique qui afflue des fondations vers l'atténuation du changement climatique n'a cessé d'augmenter ces dernières années, passant de près de 900 millions USD en 2015 à plus de 1,9 milliard en 2020 (voir figure 4). Le financement apporté par les fondations aux activités de décarbonisation des systèmes alimentaires et de l'agriculture a totalisé un montant estimé à 105 millions USD entre les années 2015–2020, soit 5,5 % du total des dons philanthropiques destinés à l'atténuation du changement climatique. Les activités soutenues comprennent des actions visant à accroître l'efficacité de la production alimentaire, à encourager les modèles de production alternatifs, à modifier les habitudes

**FIGURE 4. LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES N'ONT REÇU QUE 5,5 % DE LA FINANCE CLIMAT PHILANTHROPIQUE FOURNIE PAR AN AU COURS DE LA PÉRIODE 2016-2020**



Source : ClimateWorks, H. Desanlis, et al., « Funding Trends 2021: Climate Change Mitigation Philanthropy », (2021). Disponible ici : [https://www.climateworks.org/wp-content/uploads/2021/10/CWF\\_Funding\\_Trends\\_2021.pdf](https://www.climateworks.org/wp-content/uploads/2021/10/CWF_Funding_Trends_2021.pdf).

viii Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est un forum international regroupant un grand nombre des principaux fournisseurs d'aide au développement. À l'heure actuelle, le CAD compte 30 membres. Parmi eux, la plupart des pays d'Europe et d'Amérique du Nord, ainsi que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée et le Japon.

ix Pour calculer le financement canalisé par les fonds climatiques multilatéraux vers des mesures en lien avec les systèmes alimentaires, nous avons utilisé les données de <https://climatefundsupdate.org/>. Sur la base d'un scénario prudent, le financement total pour la période 2003-2015 (inclus) s'élève à 746 millions USD. Ce total a été divisé par 13 pour obtenir une moyenne annuelle de 57,4 millions ; le financement total sur les années 2016–2021 (inclus) s'est élevé à 1,98 milliard USD. Ce total a été divisé par 6 pour obtenir une moyenne annuelle de 329,6 millions.



de consommation, à soutenir les produits de base non issus de la déforestation et à accélérer une transition rurale juste. Les principaux bénéficiaires de ces financements ont été l'Europe, l'Afrique et les États-Unis d'Amérique, qui ont reçu respectivement 20 %, 17 % et 12 % de ces flux. Les fonds philanthropiques pourraient jouer un rôle majeur en soutenant les efforts des gouvernements pour renforcer les systèmes alimentaires locaux, construire des infrastructures et sensibiliser le public ; les fonds pourraient également aider les défenseurs de l'alimentation au niveau communautaire et national et les autres parties prenantes à prendre part à l'élaboration des politiques. également aider les défenseurs de l'alimentation au niveau communautaire et national et les autres parties prenantes à prendre part à l'élaboration des politiques.

## ENCADRÉ 2 : LE PANORAMA DE LA FINANCE CLIMAT

La « finance climat » désigne au sens large les financements canalisés vers des activités ayant pour objectif déclaré d'atténuer le changement climatique ou de soutenir la résilience climatique. Elle comprend les flux de financement multilatéraux dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de l'Accord de Paris, ainsi que les flux bilatéraux aux niveaux national et régional. Les fonds climatiques multilatéraux représentent les plus grands pourvoyeurs de la finance climat. Il s'agit d'institutions internationales financées par plusieurs pays développés dans le but spécifique de faire progresser les objectifs climatiques – généralement dans les pays moins développés. On peut citer comme exemples, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds d'adaptation et le Fonds vert pour le climat. Les fonds pour le climat sont versés selon une série de modalités différentes, le plus souvent sous forme de subventions et de prêts concessionnels accordés par des canaux multi et bilatéraux.

Les premiers bénéficiaires de la finance climat sont les gouvernements nationaux et régionaux, les institutions de financement du développement, les instituts de recherche et les organisations non gouvernementales. Ces institutions sont généralement responsables de la gestion des décaissements aux bénéficiaires finaux, qui peuvent être des petits producteurs et productrices, des coopératives agricoles ou d'autres parties prenantes de la chaîne de valeur alimentaire. De nombreux pays en développement ont créé des fonds régionaux et/ou nationaux qui regroupent les ressources financières nationales et internationales et en facilitent la gestion et la distribution.

## SOUTIEN DU GOUVERNEMENT ET FINANCEMENT PUBLIC POUR LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

**Les gouvernements ont la possibilité de faire davantage pour diriger la finance climat vers la transformation des systèmes alimentaires.** Les contributions déterminées au niveau national (CDN) d'un pays sont un moyen d'y parvenir. Ces plans d'action nationaux pour le climat sont au cœur de l'Accord de Paris et de la réalisation des objectifs climatiques à long terme. Ils matérialisent les efforts déployés par chaque pays pour réduire les émissions nationales et s'adapter aux effets du changement climatique.

**Si la plupart des pays en développement incluent des mesures relatives aux systèmes alimentaires dans leurs CDN, seul un quart d'entre eux précise le financement nécessaire à la mise en œuvre de ces mesures.** Notre examen de 167 CDN révèle que 92 % des pays en développement font référence à l'alimentation dans le cadre de leurs mesures d'atténuation, d'adaptation ou dans leurs mesures transversales (voir le tableau A.1 en annexe).<sup>x</sup> Cependant, seuls 27 % de ces pays précisent les besoins de financement relatifs à ces mesures.<sup>xi</sup> Parmi les pays développés, la majorité (62 %) n'a pas inclus de mesures pour les systèmes alimentaires, et seuls deux pays incluent des informations sur le financement de la mise en œuvre des CDN.<sup>xii</sup> Les pays continuent de mettre l'accent sur l'agriculture et l'utilisation des terres dans leurs CDN, en accordant peu d'attention aux opportunités climatiques liées à la lutte contre les pertes et gaspillages alimentaires et à la consommation, qui sont toutes deux des sources importantes d'émissions provenant des systèmes alimentaires (voir figure 1).

Seuls 4 % des besoins de financement quantifiés dans les CDN des pays en développement sont affectés à la mise en œuvre de mesures relatives aux systèmes alimentaires, alors que dans ces pays, les mesures relatives aux terres sont susceptibles de fournir près d'un cinquième des efforts d'atténuation mondiaux nécessaires pour atteindre l'objectif de 1,5 °C (2,7 °F) de l'Accord de Paris.<sup>xiii</sup>

**Collectivement, ces pays font état de besoins de financement de 14 milliards USD par an pour mettre en œuvre les mesures prévues en matière de systèmes alimentaires. Parmi elles, la conservation des écosystèmes, l'agriculture durable, la pêche et l'aquaculture.** Cette valeur est bien inférieure aux 64 milliards USD déclarés nécessaires pour leurs mesures en matière d'énergie et de transport. Toutefois, comme le montrent les pages suivantes, la plupart des besoins de financement déclarés ne précisent pas clairement dans quel secteur (par exemple, l'agriculture, l'énergie ou d'autres) et pour quelles mesures (par exemple, l'atténuation ou l'adaptation) ils sont requis (voir figure 5).

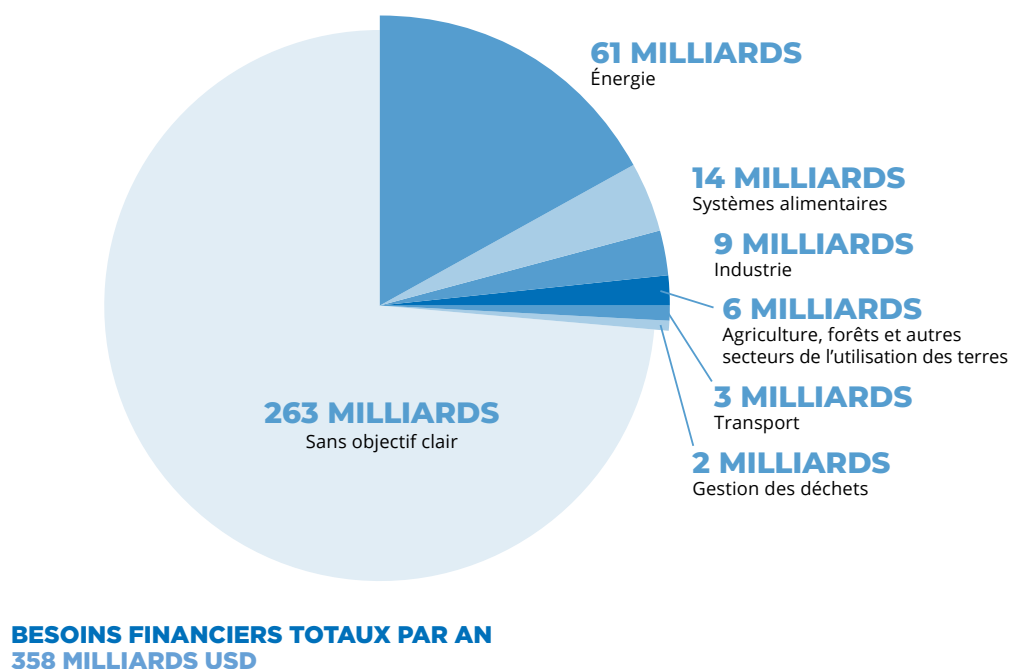
x Nous avons examiné les documents de CDN les plus récents (au 15 mai 2022) figurant dans le registre des CDN de la CCNUCC à l'adresse <https://unfccc.int/NDCREG>.

xi Les pays en développement sont des parties non visées par l'annexe I de la CCNUCC, conformément à la division et au regroupement des pays par la CCNUCC.

xii Les pays développés sont des parties visées par les annexes I et II de la CCNUCC, conformément à la division et au regroupement des pays par la CCNUCC.

xiii Pour les données sur le potentiel d'atténuation, voir S. Roe, et al. « Land-Based Measures to Mitigate Climate Change: Potential and Feasibility by Country », *Global Change Biology* 27 (23) : 6025–6058.

**FIGURE 5. SEULS 4 % DES BESOINS FINANCIERS INDICUÉS DANS LES CDN DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT SONT CONSACRÉS À LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES RELATIVES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES.**



**Les flux actuels de finance climat se concentrent principalement sur des mesures dans les domaines de l'énergie et des transports, plus de 80 % des financements climatiques allant à ces secteurs.** Sur les 632 milliards USD de finance climat délivrés au cours de la période 2019-20, 509 milliards ont été affectés à des activités d'atténuation dans les secteurs de l'énergie et des transports, tandis que seulement 14 milliards sont allés à des activités d'utilisation des terres, le reste ayant été affecté à l'eau, aux infrastructures et à des activités intersectorielles. Bien que ces flux ne puissent pas être considérés comme entièrement distincts des activités des systèmes alimentaires – par exemple, les interventions dans le domaine de l'énergie ou des transports peuvent indirectement faciliter une production et une distribution plus durables des aliments et une grande partie du financement de l'utilisation des terres va aux systèmes alimentaires – le volume de la finance climat canalisée vers les systèmes alimentaires reste éclipsé par le financement fourni à d'autres secteurs.

**Pour orienter la finance climat publique vers les mesures relatives aux systèmes alimentaires, il faut spécifier des objectifs clairs d'atténuation et d'adaptation dans les CDN.** L'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation a récemment procédé à une évaluation complète de 14 CDN, qui a révélé qu'il existe de grandes différences entre les CDN tant au niveau de leur manière de prendre en compte et d'intégrer les systèmes alimentaires que dans le degré de prise en compte et d'intégration de ceux-ci. Ces différences témoignent indubitablement de la grande diversité des systèmes alimentaires et des priorités climatiques dans le monde. Cependant, les bailleurs de fonds publics et privés se réfèrent aux CDN pour s'assurer que le financement accordé est conforme aux objectifs du pays concerné. Les CDN du Kenya et de la Colombie sont de bons exemples d'intégration des mesures relatives aux systèmes alimentaires dans les CDN (voir encadrés 3 et 4). Elles comprennent des spécifications relatives aux mesures d'atténuation et d'adaptation qui peuvent être clairement identifiées comme des mesures liées aux systèmes alimentaires, ainsi que les besoins de financement pour leur mise en œuvre.

L'objectif global de la CDN du Kenya est de réduire les émissions nationales de gaz à effet de serre (GES) de 32 % d'ici 2030. Les besoins de financement pour la mise en œuvre des mesures jusqu'en 2030 sont estimés à 60 milliards USD, dont 13 % seront financés par des ressources nationales, les 87 % restants dépendant de l'aide internationale.

La CDN du Kenya prévoit plusieurs mesures d'atténuation susceptibles de contribuer à la transformation des systèmes alimentaires, notamment en développant les solutions fondées sur la nature et l'agriculture intelligente face au climat. Les mesures d'adaptation comprennent le renforcement de la résilience des systèmes agricoles par une gestion durable des terres, des sols et de l'eau et le renforcement des systèmes d'alerte précoce pour les événements météorologiques.

Le plan d'action national pour le climat du pays présente des mesures d'atténuation et d'adaptation pour atteindre les objectifs de la CDN et le plan à moyen terme (2018-2022) présente les budgets pour la mise en œuvre de ces mesures :

**TABLEAU 1. MESURES RELATIVES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES LES PLUS IMPORTANTES ET BESOINS DE FINANCEMENT POUR LEUR MISE EN ŒUVRE DANS LE PLAN À MOYEN TERME**

ACTIVITÉS	OBJECTIF	BESOINS DE FINANCEMENT (MILLIONS USD, 2018-2022) <sup>xv</sup>
<b>PROGRAMME D'ASSURANCES AGRICOLES</b>	Gérer les risques et les pertes pour les petites exploitations agricoles et les élevages pastoraux	292
<b>PROGRAMME D'AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT</b>	Promouvoir les capacités d'adaptation et d'atténuation dans l'agriculture	240
<b>SUBVENTION DES ENGRAIS</b>	Améliorer la productivité agricole grâce à des engrais accessibles, abordables et de qualité	109
<b>PROGRAMME DE MÉCANISATION AGRICOLE</b>	Accroître la production agricole	51
<b>PROGRAMME DE DIVERSIFICATION DES CULTURES</b>	Améliorer la productivité des cultures traditionnelles à haute valeur ajoutée et industrielles, ainsi que celle du bétail	35
<b>PROGRAMME DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE</b>	Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle	34
<b>PROGRAMME DE CULTURES TRADITIONNELLES À HAUTE VALEUR AJOUTÉE</b>	Améliorer l'accès des agriculteurs et agricultrices à des semences et du matériel de plantation de qualité	1

xv Les chiffres sont arrondis au nombre entier le plus proche.

#### ENCADRÉ 4 : MESURES RELATIVES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET BESOINS DE FINANCEMENT DANS LA CDN DE LA COLOMBIE

L'objectif global de la CDN de la Colombie est de parvenir à une réduction inconditionnelle des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 51 % d'ici 2030. Les besoins financiers totaux pour la mise en œuvre des mesures de la contribution déterminée au niveau national (CDN) du pays jusqu'en 2030 sont estimés à un minimum de 0,6 milliard USD.

La CDN actualisée contient des mesures d'atténuation proposées par les ministères nationaux, les villes et les gouvernements départementaux ainsi que par des entreprises du secteur privé (lesquelles n'ont pas encore été quantifiées). Les mesures d'atténuation mentionnées dans la CDN qui ont le potentiel de contribuer positivement à la transformation des systèmes alimentaires comprennent : la promotion de l'agroécologie et des approches régénératives ; le renforcement des capacités liées à l'agroécologie et à l'agriculture régénérative ; et les stratégies visant à protéger, conserver et récupérer les ressources naturelles et les écosystèmes ainsi qu'à renforcer les zones protégées. La CDN comprend également des mesures visant à promouvoir une production alimentaire diversifiée, adaptée aux différents microclimats et contextes socioculturels. Le tableau 2 présente les activités spécifiques aux systèmes alimentaires et les besoins de financement pour chacune d'entre elles.

**TABLA 2. MESURES RELATIVES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET BESOINS DE FINANCEMENT POUR LEUR MISE EN ŒUVRE**

ACTIVITÉS	BESOINS DE FINANCEMENT (MILLIONS USD) <sup>xvi</sup>	PÉRIODE D'APPLICATION (ANS)
<b>DÉVELOPPEMENT DU PROJET « AGRICULTURE À FAIBLES ÉMISSIONS ET RÉSILIENTE À LA VARIABILITÉ ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN COLOMBIE »</b>	85	7
<b>FONCTIONNEMENT DES TABLES RONDES TECHNIQUES AGRO-CLIMATIQUES</b>	1,3	5
<b>RECHERCHE SUR LES UTILISATIONS POTENTIELLES DES ESPÈCES AUTOCHTONES</b>	0,8	5
<b>MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE GOUVERNANCE DE L'EAU</b>	0,5	4
<b>RECHERCHE ET INNOVATION POUR LA PROPAGATION DES ESPÈCES DANS LES ÉCOSYSTÈMES VULNÉRABLES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>	0,5	10

xvi Les chiffres sont arrondis à la décimale la plus proche.



---

## ALIGNER LE FINANCEMENT DES MESURES RELATIVES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET LES OBJECTIFS CLIMATIQUES

**Les gouvernements ont un rôle important à jouer pour veiller à ce que le financement des mesures relatives aux systèmes alimentaires ne compromette pas les objectifs climatiques.** Cela peut sembler logique, mais en réalité, il existe souvent un décalage entre les dépenses et les incitations dans le secteur agricole et l'action climatique. L'OCDE indique que chaque année, entre 2019 et 2021, 528 milliards USD d'argent public ont été consacrés aux pratiques de production agricole et alimentaire ayant des effets potentiellement destructeurs sur le climat, l'environnement et la santé humaine.<sup>xvii</sup> Qui plus est, environ la moitié de ce financement a été canalisé par le biais d'instruments tels que des paiements liés à la production agricole dépourvus de contraintes quant à l'utilisation d'intrants et/ou de pratiques agricoles potentiellement dangereux, tels que les herbicides, les pesticides et l'utilisation d'engrais synthétiques.<sup>23</sup> Seulement 0,3 % des financements accordés aux producteurs et productrices agricoles étaient conditionnés à des critères de bien-être environnemental.<sup>xviii</sup> Le montant total des financements acheminés vers les producteurs et productrices du secteur agricole au cours de la période 2019-2021 a plus que doublé par rapport au montant acheminé il y a dix ans, et est 66 fois supérieur à la finance climat fournie aux systèmes alimentaires au cours de la même période.<sup>xix</sup> Ce financement peut être réorienté vers des pratiques agricoles présentant de multiples avantages pour le climat et l'environnement et qui ne compromettent pas les moyens de subsistance locaux (par exemple, l'agroécologie).

**Les produits à forte intensité d'émissions et les produits mauvais pour la santé bénéficient des aides fiscales les plus importantes, tandis que les fruits et légumes sont moins soutenus dans l'ensemble.**<sup>24</sup> Le sucre, la viande bovine, les produits laitiers et le riz sont les produits de base qui bénéficient du plus haut niveau de soutien public dans le monde entier – principalement par le biais d'un système de soutien des prix du marché – malgré leurs effets potentiellement négatifs sur la santé et le climat. La viande bovine, les produits laitiers et le riz représentent collectivement 80 % des émissions mondiales dues aux pratiques agricoles.<sup>25</sup> Ce soutien a pour double effet d'augmenter la production de ces produits et de décourager la production d'aliments plus sains, plus nutritifs et plus culturellement diversifiés. La production s'est éloignée des variétés locales et autochtones pour s'orienter vers une gamme de produits plus restreinte, érodant ainsi les connaissances agricoles locales étendues et sophistiquées autrefois présentes et affaiblissant la résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique et à d'autres crises ; la dépendance à l'égard de quelques produits de base ayant augmenté.<sup>26</sup> L'impact de ce soutien financier sur le climat est particulièrement important pour les pays à revenu élevé et moyen supérieur, où la consommation de produits laitiers et de viande par habitant est plus élevée. Dans les pays et régions les plus pauvres, la production d'aliments de base tels que les céréales bénéficie d'un soutien plus important, ce qui n'incite pas les agriculteurs à diversifier leur production vers des aliments plus nutritifs.<sup>27</sup>

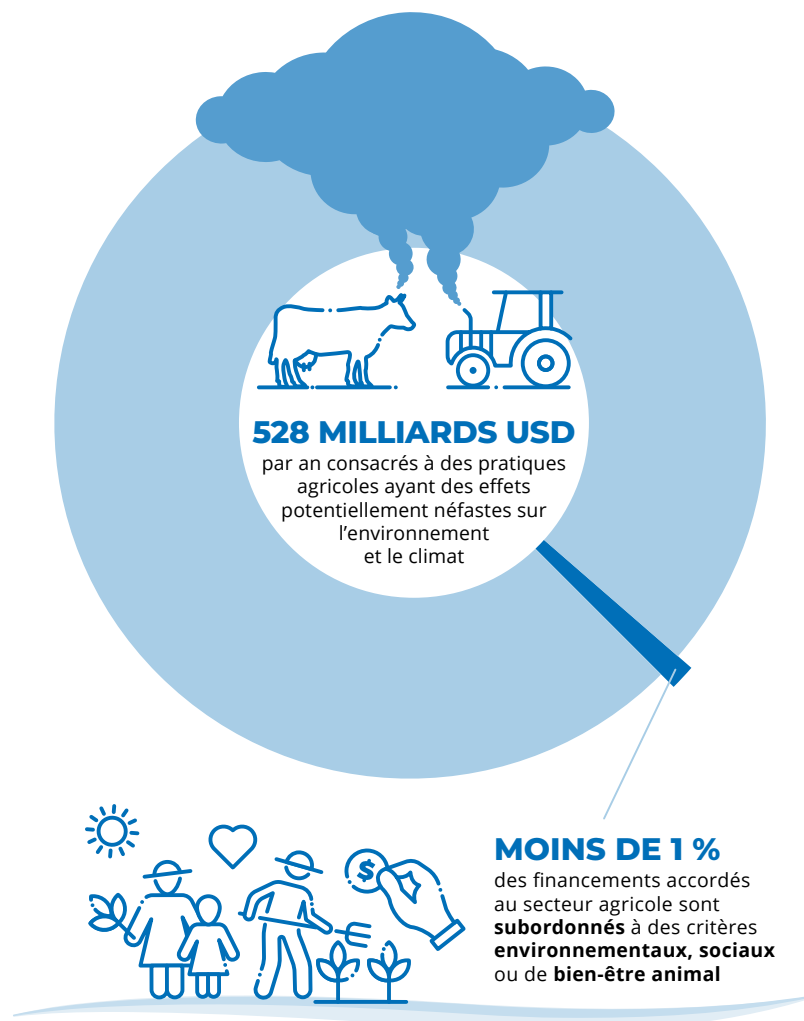
---

xvii Fourni par les pays de l'OCDE et 11 grandes économies en développement. Voir OCDE, « Suivi et évaluation des politiques agricoles 2022 : Réformer les politiques agricoles pour atténuer le changement climatique », dans *Suivi et évaluation des politiques agricoles 2022* (2022). Disponible ici : [https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2022\\_7f4542bf-en](https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2022_7f4542bf-en).

xviii Seul 1,7 milliard USD de soutien agricole était directement lié à la fourniture de denrées respectueuses de l'environnement.

xix Calculs propres basés sur le montant de la finance climat publique allant aux systèmes alimentaires et sur le total du soutien financier néfaste pour l'environnement destiné aux producteurs et productrices agricoles, tel que rapporté par l'OCDE. Le soutien total aux producteurs et productrices était de 252 milliards USD en 2011 et de 611 milliards USD par an entre 2019 et 2021.

**FIGURE 6. FINANCEMENT PUBLIC DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AYANT DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POTENTIELLEMENT DESTRUCTEURS**



Source : Analyse propre basée sur OCDE, « Suivi et évaluation des politiques agricoles 2022 », (2022). Disponible ici : [https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2022\\_7f4542bf-en](https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2022_7f4542bf-en).

**En plus de conditionner les décisions des agriculteurs et agricultrices à l'heure de produire des denrées, les subventions publiques peuvent également influencer le comportement d'achat des consommateurs et consommatrices.** Entre 2018 et 2020, par exemple, l'UE a versé 60 millions EUR (60,1 millions USD) pour des campagnes de marketing qui encourageaient la consommation de porc, de bœuf, de volaille et d'agneau ;<sup>28</sup> et la plupart des pays subventionnent la production et la consommation de viande et de produits laitiers à un taux bien plus élevé que les sources végétales de protéines destinées à la consommation humaine.<sup>29</sup> Rien que dans l'UE, entre 28,5 et 32,6 milliards EUR (28,56 à 32,67 milliards USD) sont consacrés chaque année aux exploitations d'élevage ou à la production de fourrage pour le bétail, ce qui finit par réduire le prix de ces produits lorsqu'ils parviennent aux consommateurs et consommatrices.<sup>30</sup> Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les subventions visent essentiellement les produits de base tels que le

blé, le maïs et le riz afin d'améliorer les revenus agricoles et de protéger la sécurité alimentaire. Cependant, si ces subventions ont contribué à réduire le prix de ces aliments, elles ont également eu un effet dissuasif sur les consommateurs et consommatrices en créant une distorsion au niveau des prix d'aliments plus nutritifs mais non subventionnés, ceux-ci apparaissant alors comme plus coûteux.<sup>31</sup> Toutefois, les subventions peuvent également être utilisées pour soutenir la transformation des systèmes alimentaires afin d'améliorer la diversité alimentaire et l'accès à une alimentation saine et de réduire la pauvreté (voir encadré 5).<sup>32</sup>

#### ENCADRÉ 5 : RECOMMANDATIONS DE L'OCDE POUR LES RÉFORMES DES POLITIQUES DANS LE SECTEUR AGRICOLE

La publication annuelle phare de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) intitulée *Suivi et évaluation des politiques agricoles* (2022) souligne expressément comment la réforme des politiques agricoles peut contribuer à l'atténuation du changement climatique tout en répondant aux objectifs de développement durable. Les six mesures politiques recommandées sont les suivantes :

1. Supprimer progressivement le soutien des prix du marché et les paiements qui présentent des risques pour l'environnement et des risques de distorsion des marchés et des échanges. Le soutien aux intrants ayant des effets potentiellement néfastes sur l'environnement devrait être taxé, et non subventionné, en fonction de leurs effets externes négatifs sur l'environnement.
2. Réorienter le soutien financier vers la fourniture de biens publics et de services généraux essentiels. Il s'agit notamment de réorienter le soutien vers le financement direct et découplé de mesures environnementales, telles que le financement des services liés aux écosystèmes et le piégeage du carbone dans les sols agricoles.
3. Concentrer les aides au revenu sur les ménages qui en ont le plus besoin. Une aide transitoire et des filets de sécurité sociale étendus seront nécessaires pour les agriculteurs et agricultrices les plus touchés par la suppression des soutiens des prix ayant des effets négatifs sur l'environnement afin de compenser les pertes de revenus soudaines ou les coûts plus élevés des denrées alimentaires.
4. Renforcer la résilience du secteur dans le monde actuel, caractérisé par des risques croissants et des phénomènes météorologiques extrêmes. Il s'agit notamment d'investir dans la recherche et le développement, les données et d'autres outils qui peuvent aider à anticiper et à gérer les risques à petite et grande échelle.
5. Mettre en œuvre des systèmes de taxation efficaces pour les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine agricole. Les mécanismes qui attribuent un coût explicite aux émissions – tels que les taxes sur les émissions, les systèmes d'échange et les compensations – sont le moyen le plus efficace de prendre en compte l'éventail des coûts des mesures de lutte contre la pollution qui existent dans le secteur.

**Outre l'argent public, les politiques et réglementations publiques façonnent de manière significative l'influence du financement privé sur les systèmes alimentaires.** La valeur globale actuelle du système alimentaire mondial est estimée entre 9 et 11 000 milliards USD.<sup>xx</sup> Faute de réglementation visant à rendre le financement privé cohérent avec les objectifs climatiques, la hausse des investissements dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture a eu des répercussions environnementales et sociales négatives liées à la production de produits agricoles essentiels. Entre 2015 et 2020, les entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers ont reçu 478 milliards USD de la part de 2 500 sociétés d'investissement, banques et fonds de pension du monde entier.<sup>34</sup> Une autre étude menée dans l'Union européenne a révélé que les filiales de 23 entreprises qui ont été associées à l'accaparement de terres et à la déforestation illégale dans le cadre de leur production et de leur commerce de produits agricoles ont reçu 70 milliards USD d'investissements entre 2010 et 201.<sup>35</sup>

**9 À 11 000 MILLIARDS USD**

.... la valeur actuelle du système alimentaire mondial.<sup>36</sup>

**478 MILLIARDS USD**

.... le montant reçu par les entreprises du secteur de la viande et des produits laitiers ayant un impact négatif important sur l'environnement entre 2015 et 2020, en provenance de 2 500 sociétés d'investissement, banques et fonds de pension du monde entier.<sup>37</sup>

---

xx Estimation de Planet Tracker basée sur une étude en cours portant sur le système alimentaire, réalisée par Planet Tracker à partir d'une base de données de plus de 400 000 entreprises réparties dans 160 pays. Source : Planet Tracker, *Planet Tracker*, (s.d.). Disponible ici : <https://planet-tracker.org/>.

---

# 10 RECOMMANDATIONS POUR ORIENTER LA FINANCE CLIMAT VERS LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Les recommandations suivantes visent à favoriser le flux de la finance climat contribuant à la transformation des systèmes alimentaires.

## POUR LES RESPONSABLES POLITIQUES

- 1. Identifier clairement les mesures relatives aux systèmes alimentaires dans les contributions déterminées au niveau national (CDN).** Les CDN sont utilisées par les bailleurs de fonds pour s'assurer que les financements accordés sont alignés sur les priorités du pays concerné. Elles jouent un rôle essentiel dans l'orientation des financements, mais très peu de CDN mentionnent clairement les mesures prévues pour l'atténuation et l'adaptation dans les systèmes alimentaires. Il est donc difficile pour les bailleurs de fonds cherchant à financer les mesures ayant trait aux systèmes alimentaires d'identifier les activités à soutenir conformes aux priorités du pays. Le fait de préciser dans la CDN du pays quelles activités relèvent des systèmes alimentaires et en quoi elles sont alignées sur les priorités nationales peut contribuer à générer un meilleur financement pour ces mesures.
- 2. Inclure les montants nécessaires au financement de l'atténuation et de l'adaptation des systèmes alimentaires dans les CDN.** Une fois que les mesures relatives aux systèmes alimentaires sont identifiées dans les CDN, il convient de préciser le coût de chaque activité. En effet, le fait de chiffrer l'investissement nécessaire aidera les bailleurs de fonds internationaux à se faire une idée précise du niveau de financement requis.
- 3. Inclure des objectifs et des indicateurs pour rendre compte de la manière dont les investissements climatiques produisent des avantages multiples.** La mesure des performances est d'une importance capitale pour les rapports des bailleurs de fonds. Les mesures liées aux activités d'atténuation prennent souvent la forme de réductions d'émissions réalisées. Les interventions dans le domaine de l'adaptation n'offrent pas de tels résultats standardisés et quantifiables. L'ajout d'une série d'objectifs et d'indicateurs sanitaires, sociaux et environnementaux aux CDN permettra de dresser un tableau plus complet de l'impact des mesures d'atténuation et d'adaptation, notamment celles liées aux systèmes alimentaires. Cela peut contribuer à attirer la finance climat internationale.
- 4. Réorienter les financements publics et inciter les financements privés à se tourner vers des activités conformes aux CDN.** Dans de nombreux cas, les financements existants entravent la réalisation des objectifs climatiques et contribuent à entretenir d'autres crises sociales et environnementales. Les responsables politiques doivent réformer le soutien public à l'agriculture traditionnelle. Cela peut se faire soit en réorientant ce soutien vers d'autres produits et services publics alignés sur les objectifs climatiques, soit en conditionnant les investissements à l'obtention de résultats environnementaux et sociaux. Une autre option consiste à utiliser le financement public pour dérisquer les investissements produisant des rendements sociaux et environnementaux élevés mais dont les périodes de remboursement sont plus longues (comme c'est le cas pour de nombreux investissements dans la résilience climatique par la transformation des systèmes alimentaires).



**5. Reconnaître et rendre compte des coûts et avantages réels des investissements dans la mise en place de systèmes alimentaires nationaux durables.**

L'action et le financement en matière de climat sont actuellement cloisonnés dans des approches sectorielles portant sur les activités d'atténuation et d'adaptation. Il est donc difficile d'identifier les investissements dans les systèmes alimentaires parmi les autres dépenses sectorielles - et parfois, ils sont purement et simplement négligés. Les responsables politiques doivent mettre en avant les systèmes alimentaires durables en tenant compte de leur contexte national afin d'acheminer les financements vers des politiques et des actions holistiques en matière de systèmes alimentaires.

**6. Créer des liens et des mécanismes intersectoriels pour assurer la cohérence des politiques au sein du gouvernement.**

Un organisme gouvernemental intersectoriel qui coordonne les priorités nationales liées aux systèmes alimentaires pourrait assurer la cohérence des politiques dans les ministères clés, notamment ceux du climat, de l'environnement et de la santé. La coordination devrait également s'étendre au-delà du niveau ministériel et chercher à impliquer les autorités régionales et locales ainsi que le grand public par le biais d'activités telles que les assemblées de citoyens et citoyennes. Les populations, les communautés et leurs institutions doivent participer à l'élaboration des politiques relatives aux systèmes alimentaires. Ce processus doit s'appuyer sur des données probantes, des systèmes de connaissances et des modes de pensée diversifiés qui confirment et valorisent l'interconnexion entre nos systèmes alimentaires, la santé et la planète.

**7. Réduire au minimum les externalités, les compromis et les risques en alignant les politiques relatives au climat et aux systèmes alimentaires.**

La plupart des financements qui soutiennent les systèmes alimentaires ne sont pas alignés sur les objectifs climatiques et risquent de contribuer à perpétuer d'autres crises sociales et environnementales. Il faut veiller, lors de l'élaboration et de la modification des politiques, à ce que les objectifs des politiques liées au climat et à l'alimentation soient complémentaires et à ce que les compromis éventuels soient réduits au minimum. Il s'agit notamment de mettre en place des processus permettant de garantir que la cohérence des politiques est atteinte et maintenue dans le temps.

## **POUR LES BAILLEURS DE FONDS (DONS ET INVESTISSEMENTS)**

**1. Augmenter le financement des interventions d'adaptation dans l'agriculture.** La plupart des financements sont encore dirigés vers des activités d'atténuation. Il est particulièrement important d'augmenter les fonds disponibles pour les activités d'adaptation dans les pays du Sud, où les agriculteurs et agricultrices n'ont pas accès aux capitaux, à l'épargne et aux mécanismes d'assurance qui leur permettraient de se prémunir contre les chocs occasionnés par les mauvaises récoltes, les pertes de bétail et les autres risques liés au changement climatique. La mise à disposition de meilleurs indicateurs pour mesurer l'impact des investissements dans l'adaptation – comme décrit dans les recommandations aux gouvernements – peut également contribuer à fournir aux bailleurs de fonds la clarté dont ils ont besoin pour réaliser et mesurer les investissements dans les activités d'adaptation.

## **2. Augmenter le financement destiné aux mesures d'atténuation dans les systèmes alimentaires.**

Actuellement, la plupart des mesures d'atténuation se concentrent sur les activités liées à l'offre, telles que l'agroécologie, l'agriculture régénérative et les actions visant à conserver et à restaurer les écosystèmes des impacts de l'agriculture. Les mesures liées à la demande, telles que la promotion des changements de régime alimentaire, la lutte contre le gaspillage alimentaire et les activités de réduction des émissions dans le traitement, le stockage et la transformation des aliments, sont rarement identifiées comme des priorités de la contribution déterminée au niveau national (CDN) et, par conséquent, ne bénéficient pas de soutien financier. Pour exploiter le potentiel d'atténuation des systèmes alimentaires, le financement doit être étendu à ces mesures d'atténuation.

**3. Évaluer les portefeuilles de financement et d'investissement afin de minimiser les externalités négatives et de maximiser les rendements sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux au fil du temps.** Il peut s'agir de mobiliser des financements privés pour étendre et financer des projets locaux et nationaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'agroécologie et d'agriculture régénérative. Par exemple, un fonds de petites subventions, souple et facile d'accès pour les initiatives locales et innovantes en matière de systèmes alimentaires, peut offrir de multiples avantages aux communautés locales.

Nous devons évoluer vers des systèmes alimentaires axés sur la création de retombées positives multiples, notamment en matière de santé, de résilience, de diversité, d'équité, d'inclusion, de renouvelabilité et d'interconnectivité. Si nous voulons faire face à la crise climatique et atteindre tous les objectifs de développement durable, nous devons tirer parti du potentiel d'atténuation de nos systèmes alimentaires et reconnaître la nécessité d'investir dans la résilience climatique pour faire face aux impacts du changement climatique qui se font déjà ressentir dans le monde entier. Cela exige non seulement de nouvelles finances climat, mais aussi la réorientation des flux financiers existants vers des actions en faveur du climat dans les systèmes alimentaires.

## ANNEXES

### ANNEXE 1 : RÉSUMÉ DE L'EXAMEN DES CDN

Le tableau suivant présente une liste de toutes les contributions déterminées au niveau national (CDN) examinées et indique si elles comprennent : des informations sur les besoins de financement pour la mise en œuvre des CDN ; des mesures relatives aux systèmes alimentaires ; et des besoins de financement clairement exprimés pour les mesures spécifiques relatives à la transformation des systèmes alimentaires. Une feuille Excel contenant les chiffres de financement de chaque CDN peut être reçue sur demande auprès de l'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation.

**TABLEAU A.1. APERÇU DES CDN EXAMINÉES**

PAYS	Les besoins financiers sont-ils chiffrés dans la CDN ?	Les systèmes alimentaires sont-ils pris en compte, dans leur totalité ou en partie, dans la CDN ?	Les besoins financiers spécifiques correspondant aux mesures liées aux systèmes alimentaires sont-ils inclus dans la CDN ?
Afghanistan, Angola, Bangladesh, Belize, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Colombie, Congo, Cuba, El Salvador, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jordanie, Kiribati, Laos, Macédoine du Nord, Malawi, Mali, Mauritanie, Moldavie, Maroc, Myanmar, Namibie, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique du Congo, République dominicaine, Rwanda, Saint-Christophe-et-Niévès, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Suriname, Tchad, Togo, Zimbabwe	Oui	Oui	Oui
Afrique du Sud, Botswana, Cap-Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Égypte, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fidji, Grenade, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Indonésie, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Liberia, Madagascar, Maurice, Monaco, Mongolie, Mozambique, Népal, Niger, Nigeria, Palestine, Panama, République centrafricaine, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tanzanie, Tunisie, Vanuatu, Vietnam, Zambie	Oui	Oui	Non
Palau, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Ukraine	Oui	Non	Non
Nicaragua	Non	Oui	Oui

SUITE

**TABLEAU A.1. APERÇU DES CND EXAMINÉES, SUITE**

PAÏSES	Les besoins financiers sont-ils chiffrés dans la CDN ?	Les systèmes alimentaires sont-ils pris en compte, dans leur totalité ou en partie, dans la CDN ?	Les besoins financiers spécifiques correspondant aux mesures liées aux systèmes alimentaires sont-ils inclus dans la CDN ?
Albanie, Algérie, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bélarus, Bolivie, Brésil, Brunei Darussalam, Chili, Chine, Costa Rica, Émirats arabes unis, Équateur, États-Unis, Gabon, Géorgie, Guatemala, Guyane, Honduras, Îles Marshall, Îles Salomon, Iraq, Islande, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Koweït, Liban, Malaisie, Maldives, Mexique, Monténégro, Nauru, Niue, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Paraguay, Philippines, Qatar, République de Corée, République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord), Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turquie, Union européenne, Uruguay, Venezuela	Non	Oui	Non
Bosnie-Herzégovine, Îles Cook, Israël, Liechtenstein, Micronésie, Ouganda, Pérou, Russie, Saint-Marin, Serbie, Suisse, Tuvalu	Non	Non	Non

## ANNEXE 2 : REMARQUES D'ORDRE MÉTHODOLOGIQUE

### 1. CALCUL DU FINANCEMENT PUBLIC INTERNATIONAL DESTINÉ AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Nous avons utilisé les données les plus récentes sur le financement officiel du développement lié au climat au niveau des activités, rapportées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ici. Pour calculer le total de la finance climat publique de l'OCDE allant aux systèmes alimentaires, nous avons filtré ces données pour obtenir une estimation prudente de la finance allant aux projets ou activités pertinents pour les systèmes alimentaires. Le filtre peut avoir exclu certains projets liés à la foresterie qui relevaient du secteur de l'agriculture, de la foresterie et d'autres utilisations des terres (AFOLU) mais qui n'avaient pas d'objectifs clairs en matière d'alimentation.

L'estimation prudente comprenait le soutien international public aux projets de systèmes alimentaires dont la description et/ou l'objectif étaient les suivants : agro-industries ; aide alimentaire ; aide alimentaire d'urgence ; bétail ; coopératives agricoles ; cultures industrielles/cultures d'exportation ; développement agricole ; développement agricole alternatif ; développement de la foresterie ; éducation/formation à la pêche ;

éducation/formation agricole ; éducation/formation en matière de foresterie ; industries forestières ; intrants agricoles ; nutrition de base ; politique et gestion administrative agricoles ; politique et gestion administrative de la pêche ; politique et gestion administrative de la sécurité alimentaire ; politique et gestion administrative de la foresterie ; production de cultures vivrières ; programme de sécurité alimentaire des ménages ; recherche agricole ; recherche en matière de foresterie ; recherche sur la pêche ; réforme agraire ; ressources foncières agricoles ; ressources hydriques agricoles ; sécurité et qualité des aliments ; services agricoles ; services de pêche ; services financiers agricoles ; services forestiers ; services vétérinaires ; vulgarisation agricole ; développement de la pêche ; lutte contre les parasites ; et protection des végétaux et post-récolte.

Nous avons utilisé les données les plus récentes de Climate Funds Update, que vous trouverez ici, pour calculer le financement allant des initiatives multilatérales de finance climat aux projets et activités liées aux systèmes alimentaires. Pour ce faire, nous avons filtré ces données afin d'obtenir une estimation prudente des fonds alloués à des projets ou activités pertinents pour les systèmes alimentaires. Le filtre peut avoir exclu certains projets liés à la foresterie qui relevaient du secteur AFOLU mais qui n'avaient pas d'objectifs clairs en matière d'alimentation.

Notre estimation prudente incluait le soutien international public aux projets de systèmes alimentaires dont la description et/ou l'objectif était les suivants : agriculture ; agriculture et développement du paysage ; agriculture/gestion côtière ; agro-industries ; agroforesterie ; aide alimentaire ; contrôle des parasites ; développement agricole ; développement agricole alternatif ; élevage ; politique agricole et gestion administrative ; politique de pêche et gestion administrative ; politique de sécurité alimentaire ; production agricole ; production de cultures vivrières ; programmes de sécurité alimentaire ; protection des plantes et post-récolte ; ressources en eau agricoles ; ressources foncières agricoles ; services d'eau potable de base et services financiers agricoles.

## 2. CALCUL DES ESTIMATIONS DES BESOINS DE FINANCEMENT DANS LES CDN

Lors de l'examen et du calcul des besoins de financement climatique dans les CDN les plus récentes de 167 pays signataires de l'Accord de Paris, qui se trouvent ici dans le registre des CDN de la CCNUCC, l'équipe de chercheurs et chercheuses a adopté l'approche séquentielle suivante :

1. Un cadre d'évaluation a été créé pour identifier les informations et les références essentielles à la collecte d'informations sur les financements et les systèmes alimentaires mentionnés dans chaque CDN. Concrètement, ce cadre permettait de recueillir des informations relatives au financement des plans d'atténuation et d'adaptation, des informations financières sectorielles et de recenser les mesures spécifiques relatives aux systèmes alimentaires. Les termes suivants ont été utilisés pour identifier les mesures et les financements liés aux systèmes alimentaires : agriculture durable, agroécologie, agriculture régénérative, régimes alimentaires durables et sains, conservation des écosystèmes, boisement et restauration des écosystèmes, pêche et aquaculture durables, et renforcement de la gouvernance des systèmes alimentaires.



2. Trois membres de l'équipe de recherche ont appliqué ce cadre d'évaluation en examinant les 167 CDN dans une feuille de calcul. Au besoin, les CDN ont été traduites en anglais à l'aide de Deepl, un logiciel de traduction, pour identifier et collecter les données. Les CDN varient en longueur et en niveau de détail. Certaines CDN ne compilent pas d'informations sur les financements sectoriels, mais détaillent plutôt les financements spécifiques aux projets. Lorsque les CDN comprenaient un financement pour des mesures spécifiques liées à l'atténuation ou à l'adaptation des systèmes alimentaires (c'est-à-dire l'agriculture durable, l'agroécologie, l'agriculture régénérative, les régimes alimentaires durables et sains, la conservation des écosystèmes, le boisement et la restauration des écosystèmes, la pêche et l'aquaculture durables ou le renforcement de la gouvernance des systèmes alimentaires), ce financement a été classé comme financement des systèmes alimentaires ; et si la description d'une mesure n'était pas claire, le financement a été classé comme non spécifié ou peu clair. D'autres CDN ne détaillent pas les financements sectoriels ou spécifiques à un projet et incluent uniquement les totaux d'atténuation et d'adaptation, auquel cas le classement a été classé comme « non spécifié ou incertain ». Lorsqu'une gamme de besoins financiers était mentionnée dans la CDN, l'équipe de recherche a consigné la limite la plus élevée exprimée pour capturer le cadre de référence complet du financement lié à l'alimentation dans ces CDN. Il n'a pas été fait de distinction entre le financement d'objectifs et de mesures soumis à condition ou non. Ils ont été combinés pour obtenir le financement total nécessaire. Bien que des précautions aient été prises pour limiter la subjectivité, la principale limite du cadre est le fait que la classification des besoins de financement pour les systèmes alimentaires et les autres secteurs repose sur l'interprétation de la portée des mesures des CDN par l'équipe de recherche.
3. L'équipe a ensuite analysé la feuille de calcul, synthétisant les résultats pour compiler les besoins de financement dans les catégories suivantes : financement total, financement pour des secteurs spécifiques (énergie, transport, industrie, déchets, AFOLU), financement pour les mesures des systèmes alimentaires, et financement non spécifié ou non clair.
4. Enfin, l'équipe a recontrôlé et vérifié toutes les informations et tous les chiffres relatifs aux finances avant qu'ils ne soient examinés par une quatrième personne qui n'avait pas participé à l'élaboration du cadre précédent.

### **ANNEXE 3 : ÉLABORATION DE RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DES RESPONSABLES POLITIQUES ET DES BAILLEURS DE FONDS DU SECTEUR PUBLIC**

Les recommandations s'appuient sur les recherches menées par l'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation et sur les résultats d'entretiens avec des acteurs clés du secteur de la finance climat. L'équipe du projet a mené des entretiens semi-structurés avec huit experts et expertes des mécanismes climatiques internationaux et des agences d'aide au développement, notamment le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque africaine de développement et le gouvernement du Kenya. Les entretiens ont été conçus pour recueillir des informations sur les défis et les opportunités en matière d'acheminement du financement vers les mesures relatives aux systèmes alimentaires dans le cadre de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique.

## NOTES DE FIN D'OUVRAGE

- 1 M.A. Clark, et al., « Global Food System Emissions Could Preclude Achieving the 1.5° and 2°C Climate Change Targets », *Science* 370 (6517) : 705–708.
- 2 The Food and Land Use Coalition, « Growing Better: Ten Critical Transitions to Transform Food and Land Use », (2019). Disponible ici : <https://www.foodandlandusecoalition.org/wp-content/uploads/2019/09/FOLU-GrowingBetter-GlobalReport.pdf>.
- 3 F. N. Tubiello, et al., « Greenhouse Gas Emissions from Food Systems: Building the Evidence Base », *Environmental Research Letters* 16 (6) : 065007.
- 4 Clark et al. (2020).
- 5 Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation, Opportunités inexploitées pour l'action climatique : Une évaluation des systèmes alimentaires dans les contributions déterminées au niveau national, (2022). Disponible ici : <https://futureoffood.org/insights/untapped-opportunities-for-climate-action-an-assessment-of-food-systems-in-nationally-determined-contributions/> ; S. Roe, et al. « Contribution of the Land Sector to a 1.5°C World », *Nature Climate Change* 9 (11) : 817–828.
- 6 T. Benton, et al., « Food System Impacts on Biodiversity Loss », (2021). Disponible ici : <https://www.chathamhouse.org/2021/02/food-system-impacts-biodiversity-loss>.
- 7 J. Tollefson, « Why Deforestation and Extinctions Make Pandemics More Likely », *Nature* 584 (7820) : 175–177.
- 8 Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation, et séminaire mondial de Salzbourg, « Reflections on the Salzburg Process on the Climate Emergency & The Future of Food: Transformation for a 1.5°C World », (2021). Disponible ici : [https://futureoffood.org/wp-content/uploads/2021/05/SalzburgProcessDoc\\_50621.1.pdf](https://futureoffood.org/wp-content/uploads/2021/05/SalzburgProcessDoc_50621.1.pdf).
- 9 GIEC, « Changement climatique 2022 : atténuation du changement climatique. Contribution du groupe de travail III au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat », (2022). Disponible ici : [https://report.ipcc.ch/ar6wg3/pdf/IPCC\\_AR6\\_WGIII\\_FinalDraft\\_FullReport.pdf](https://report.ipcc.ch/ar6wg3/pdf/IPCC_AR6_WGIII_FinalDraft_FullReport.pdf).
- 10 B. Yang, and J. He, « Global Land Grabbing: A Critical Review of Case Studies Across the World », *Land*, 10 (3) : 324.
- 11 WF-UK, « Driven to Waste: The Global Impact of Food Loss and Waste on Farms », (2021). Disponible ici : [https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/wwf\\_uk\\_driven\\_to\\_waste\\_the\\_global\\_impact\\_of\\_food\\_loss\\_and\\_waste\\_on\\_farms.pdf](https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/wwf_uk_driven_to_waste_the_global_impact_of_food_loss_and_waste_on_farms.pdf).
- 12 Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture : Tendances et défis », (2017). Disponible ici : <https://www.fao.org/3/i6583e/i6583e.pdf>.
- 13 M. Springmann, et al. « Options for Keeping the Food System within Environmental Limits », *Nature*, 562 (7728) : 519–525.
- 14 The Food and Land Use Coalition, (2019).
- 15 Ibid.
- 16 H. Galt, et al., « Shifting Finance Towards Sustainable Land Use: Aligning Public Incentives with the Goals of the Paris Agreement », (2021). Disponible ici : <https://climatefocus.com/wp-content/uploads/2022/06/ShiftingFinanceMainReport.pdf>; OCDE, « Suivi et évaluation des politiques agricoles 2020 », (2020). Disponible ici : [https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2020\\_928181a8-en](https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2020_928181a8-en).
- 17 The Food and Land Use Coalition (2019).
- 18 ClimateWorks, H. Desanlis, et al., « Funding Trends 2021: Climate Change Mitigation Philanthropy », (2021). Disponible ici : [https://www.climate-works.org/wp-content/uploads/2021/10/CWF\\_Funding\\_Trends\\_2021.pdf](https://www.climate-works.org/wp-content/uploads/2021/10/CWF_Funding_Trends_2021.pdf).
- 19 Ibid.
- 20 Climate Policy Initiative, « Global Landscape of Climate Finance 2021 » and « Climate Focus Analysis of OECD Climate-Related Development Statistics », (2021).
- 21 Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation (2021).
- 22 Ministère de l'environnement et des forêts du Kenya, « Kenya's Updated Nationally Determined Contribution (NDC) », (2020). Disponible ici : [https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/Kenya's%20First%20NDC%20\(updated%20version\).pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/Kenya's%20First%20NDC%20(updated%20version).pdf).
- 23 Galt et al. (2021).
- 24 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. « The State of Food Security and Nutrition in the World 2022: Repurposing Food and Agricultural Policies to Make Healthy Diets More Affordable », (2022). Disponible ici : <https://www.fao.org/3/cc0639en/cc0639en.pdf>.

- 25 Galt et al. (2021).
- 26 IPES-Food, « The Politics of Protein: Examining Claims about Livestock, Fish, 'Alternative Proteins' and Sustainability », (2022). Disponible ici : <https://www.ipes-food.org/pages/politicsofprotein>.
- 27 FFAO, PNUD et PNUE, « A Multi-billion-dollar opportunity: Repurposing Agricultural Support to Transform Food Systems », (2021). Disponible ici : <https://www.fao.org/3/cb6562en/cb6562en.pdf>.
- 28 S. Miller, « Tax Policies, Agriculture and the Environment », Michigan State University (2015). Disponible ici : <https://ageconsearch.umn.edu/record/211085/>.
- 29 Galt et al. (2021).
- 30 Unité européenne de Greenpeace, « Feeding the Problem: The Dangerous Intensification of Animal Farming in Europe », (2019). Disponible ici : <https://www.greenpeace.org/static/planet4-eu-unit-stateless/2019/02/83254ee1-190212-feeding-the-problem-dangerous-intensification-of-animal-farming-in-europe.pdf>.
- 31 FAO, FIDA, UNICEF, PMA y OMS. (2022).
- 32 Ibid.
- 33 OCDE, « Suivi et évaluation des politiques agricoles 2022 : réformer les politiques agricoles pour atténuer le changement climatique », dans *Suivi et évaluation des politiques agricoles*. (2022). Disponible ici : [https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2022\\_7f4542bf-en](https://www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2022_7f4542bf-en).
- 34 Heinrich Böll Stiftung, Friends of the Earth Europe, and Bund für Umwelt und Naturschutz, « Meat Atlas: Facts and Figures about the Animals We Eat », (2021). Disponible ici : [https://eu.boell.org/sites/default/files/2021-09/MeatAtlas2021\\_final\\_web.pdf](https://eu.boell.org/sites/default/files/2021-09/MeatAtlas2021_final_web.pdf).
- 35 Galt et al. (2021).
- 36 Planet Tracker, « Planet Tracker », (n.d.). Disponible ici : <https://planet-tracker.org/>.
- 37 Stiftung et al. (2021).

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les nombreuses personnes et organisations qui ont consacré de leur temps et de leur expertise à la planification et à l'élaboration de cet ouvrage.

Ce travail a été généreusement financé par les fondations suivantes : African Climate Foundation, David Rockefeller Fund, Fondation Daniel et Nina Carasso, McConnell Foundation, Oak Foundation, One Earth Foundation, Robert Bosch Stiftung.

Nous remercions les experts, les expertes et les membres de l'équipe de recherche pour leurs précieuses contributions : Andrew Mude (Banque africaine de développement), Veronica Ndetu (ministère de l'Agriculture, Kenya), Peter Elwin (Planet Tracker), Daan Robben (Both Ends), Malik Dasoo (African Climate Foundation), Chowdhury, Jahan-Zeb (FIDA), Martina Dorigo (Fonds d'adaptation), Marc Dumas-Johansen (Fonds vert pour le climat).

Nous exprimons notre profonde gratitude au secrétariat de l'Alliance mondiale (Oliver Oliveros, directeur exécutif par intérim ; Lauren Baker, directrice adjointe ; Patty Fong, directrice du programme climat et santé et bien-être ; Kasia Murphy, directrice des communications ; Vivian Maduekeh, coordinatrice de programme ; et Melanie Moran, coordinatrice des communications).

Nous remercions l'équipe de Diga Communications (Georgie Barber et Jon Date), Tracy Bordian, Hilary Duff, Hannah Bestow, Kelsey Blackwell, et Rico Reinhold, qui ont participé à l'édition, la conception et la traduction de ces documents.

Enfin, nous tenons à remercier les consultants et consultantes du projet : Haseeb Bakhtary, Hilda Galt, Imogen Long et Allison Tucker (Climate Focus), pour leur aide dans l'élaboration du contenu et de la forme de ce document.

# À PROPOS DE L'ALLIANCE MONDIALE



L'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation est une alliance stratégique de fondations philanthropiques qui travaillent ensemble et avec d'autres pour transformer les systèmes alimentaires mondiaux aujourd'hui et pour les générations futures. Nous croyons à l'urgence de transformer les systèmes alimentaires mondiaux et au pouvoir de travailler ensemble et avec d'autres pour apporter un changement positif. La réforme des systèmes alimentaires suppose que nous élaborions des solutions nouvelles et meilleures à toutes les échelles, par le biais d'une approche systémique et d'une collaboration approfondie entre les organismes philanthropiques, la recherche, les mouvements de base, le secteur privé, les personnes travaillant dans les domaines de l'agriculture et des systèmes alimentaires, les peuples autochtones, les gouvernements et les responsables politiques.

[www.futureoffood.org](http://www.futureoffood.org)

